



Speech by Mr. Fathallah Sijilmassi
UfM Secretary-General
Private Sector Meeting
Barcelona, 13-14 April 2015

Monsieur le Commissaire européen,
Monsieur le Premier ministre Jomaa,
Mesdames, Messieurs,
Chers collègues et amis,

J'aimerais d'abord vous souhaiter la bienvenue et vous dire combien je suis heureux de vous accueillir dans cette belle ville de Barcelone qui a vu naître en novembre 1995 le processus de Barcelone, dont cette année marque le vingtième anniversaire.

Je souhaite remercier le Commissaire Hahn et le Premier ministre M. Mehdi Jomaa pour les propos importants qu'ils viennent de prononcer.

Permettez-moi de souligner la pertinence de la présence du Commissaire Hahn, non seulement pour ses hautes fonctions au sein de l'UE, mais également pour sa grande connaissance du secteur privé, ainsi que son expérience dans le domaine de la



politique régionale de l'Union Européenne, politique qui peut constituer une source d'inspiration pour nos travaux.

Je salue également la présence de M. Mehdi Jomaa, ancien Premier Ministre Tunisien, qui a mené avec succès une transition importante pour son pays. Grand connaisseur du secteur privé dont il est issu, je retiens en particulier, dans le cadre de la rencontre d'aujourd'hui, la conférence qu'il a organisée en septembre 2014 regroupant les institutions financières internationales pour le financement des grands projets dont a besoin la Tunisie aujourd'hui.

Je me réjouis du haut niveau et de la qualité des participants à notre rencontre et ce, malgré les agendas serrés et les nombreux engagements de chacun.

Nous sommes plus d'une centaine de représentants de 18 nationalités différentes, majoritairement des représentants du secteur privé mais également des chambres de commerce, des fondations, des institutions financières, des organisations régionales et bien d'autres encore. C'est là une preuve tangible de l'intérêt et la volonté de travailler ensemble pour renforcer le partenariat Euro-Méditerranéen.



Vous n'êtes pas ici pas hasard : la plupart d'entre vous, aujourd'hui dans cette salle, étaient déjà présents lors des consultations organisées par le Secretariat de l'Union pour la Méditerranée, en octobre et en novembre derniers.

Ceux qui nous rejoignent aujourd'hui ont été choisis, sélectionnés pour l'apport qu'ils peuvent fournir aux réflexions sur les priorités et défis du secteur privé dans la région Euro-Méditerranéenne.

Mon ambition est que vous fassiez tous partis, d'un groupe, d'une sorte de « communauté informelle » de réflexion, qui nous permette d'aller ensemble vers une compréhension mutuelle des challenges et vers des propositions d'actions futures dans le cadre d'un agenda commun pour favoriser la croissance et l'emploi en Méditerranée.

C'est cette dynamique que je souhaiterais entretenir et vous rappeler que les trois thèmes qui seront traités demain, à savoir l'impact de l'économie informelle, l'employabilité dans la région et le rôle du secteur privé, et les partenariats public-privé, ne sont en rien des thèmes qui ont été définis et imposés par l'Union pour la Méditerranée, ou d'autres acteurs, mais sont bel et bien le reflet des priorités exprimés par vous, les



représentants du secteur privé, lors des consultations précédentes menées fin 2014.

D'ailleurs, et je me tourne vers le Commissaire, l'un des objectifs de cette rencontre, est que ces constats, ces analyses, ces propositions et recommandations, puissent être intégrées à la réflexion en cours sur la révision de la politique européenne de voisinage.

J'aimerais également remercier l'institution financière « la Caixa » qui a mis à notre disposition, ce soir, ce très bel endroit, datant de 1911 et qui hébergeait, me dit-on, au début du siècle, une entreprise de production de textile.

Nous sommes réunis aujourd'hui, ici à Barcelone, car il est primordial, et toutes les volontés politiques y convergent, de trouver des solutions durables en vue d'accroître l'employabilité, l'investissement et la croissance inclusive dans la région Euro-Méditerranéenne.

Comme vient de le souligner le Commissaire, la création d'emplois est l'un des défis les plus pressants de la région et ne peut être assuré que par un effort conjoint des politiques publiques et un fort engagement du secteur privé. En particulier, le rôle des PME dans ce contexte est primordial puisqu'elles



constituent plus de 90% du tissu économique de la région Sud-Méditerranéenne.

Il est intéressant, cependant de noter, que celles-ci sont à hauteur de 80% des microentreprises et donc leur expansion, si ce n'est leur survie, s'en trouve fragilisée.

Comme précisé par le Premier Ministre, l'accès au financement est l'un des facteurs les plus déterminants pour la croissance des PME: près de 80% des PME n'ont pas accès au financement et ce malgré divers instruments financiers d'accompagnement mis en place par de nombreux partenaires, dont l'appui témoigne de l'intérêt important pour cette région. A titre d'exemple, en 2013, les principales institutions financières ont engagé plus de 1,5 milliard d'euros en faveur du secteur privé dans la région. Je laisserais les spécialistes des institutions financières vous en parler plus en détails demain, où nous évoquerons le rôle clé du secteur privé dans la création d'emplois, les contraintes auxquelles font place de manière concrète les PME et les dispositifs pour améliorer l'environnement des affaires.

Une des questions qui doit être, également, considérée lors de l'analyse des PME dans la région est la quantité importante d'entreprises opérant dans l'économie informelle. Bien que la



fiabilité des sources chiffrées ne soit pas toujours prouvée sur cette thématique, quelques ordres de grandeurs nous interpellent :

- L'économie informelle représente aujourd'hui plus de 65% de l'emploi dans les pays du Sud (comparativement à 9% dans les pays Européens).
- Elle représente à elle seule, dans les pays du Sud, environ 20% du PIB.

Que représente cette réalité pour l'avenir de nos économies ? Quelles en sont les causes ? Quel en est l'impact en termes de croissance, d'emploi et de tissu social?

Toutes ces réflexions seront traitées plus en détail lors des débats avec vous demain.

L'estimation des besoins d'investissement en infrastructures à l'horizon 2020 pour les pays du Sud de la Méditerranée sont de l'ordre de 23 milliards d'euros par an, soit un total de 160 milliards sur 7 ans (rapport BEI 2013). Ceci nous amène à réfléchir plus avant sur des approches innovantes pour financer les investissements stratégiques dans la région. Les partenariats publics- privés sont l'une des réponses prometteuses mais



cependant encore complexes et dont il convient d'échanger sur les meilleures pratiques, sur les leçons apprises, et les modalités d'avenir. Ces trois aspects seront discutés en détail demain.

Loin d'avoir la prétention de disposer de meilleures réponses, le Secrétariat de l'UpM a cependant la conviction qu'une partie de la solution se trouve dans une action partenariale plus forte entre les représentants du secteur privé de la région, les institutions financières et les institutions publiques.

C'est pourquoi il est important pour nous, aujourd'hui, de vous consulter, dans le contexte de la réflexion sur la nouvelle politique de voisinage, qui a réuni ce matin, les Ministres des Affaires étrangères des pays de la région au Palais de Pedralbes où nous nous retrouverons demain au Siège du Secrétariat de l'Union pour la Méditerranée.

Nous voulons vous entendre et échanger entre nous tous, vos besoins, vos priorités et vos propositions. Cet échange, dans ce type de format, peut nous permettre, également à nous, Secrétariat de l'UpM, de mieux vous accompagner et contribuer à l'émergence d'initiatives, d'activités qui vous seront utiles.

A cet effet, le Secrétariat de l'UpM a lancé en fin d'année dernière lors de consultations avec le secteur privé, sa stratégie



de développement du secteur privé qui se décline autour de 5 piliers :

1. Organisation de Forum/Workshop thématiques avec une forte implication du secteur privé dans des sujets clés pour la région, par exemple : la sécurité alimentaire, l'énergie renouvelable, l'efficacité énergétique, les villes intelligentes, l'entrepreneuriat féminin, etc... A cet effet, l'Union pour la Méditerranée organise en collaboration avec la BERD et le FAO un forum de haut niveau sur la sécurité alimentaire le 5 et le 6 mai 2015 ici à Barcelone ;
2. Organisation de focus group portant sur des thématiques précises, identifiées par le secteur privé, notamment l'économie informelle, l'employabilité, et bien d'autres, ...
3. Développer des activités dans le cadre de Med4Jobs, une initiative pour la promotion de l'emploi dans lequel le secteur privé joue un rôle important, particulièrement, dans les composantes « employabilité » et "business coaching" ;
4. Encourager le secteur privé à participer dans des projets labélisés par l'UpM mais et également encourager le secteur privé à soumettre des projets régionaux qui les intéressent et qui entrent dans le mandat du Secrétariat General;



5. Participer à d'autres processus traitant de questions similaires développés dans le cadre de l'UPM ou d'autres institutions afin d'accroître les synergies et les complémentarités (exemple : les Ministérielles, l'accord d'Agadir, la PCIME, l'OCDE, l'ETF, la Banque mondiale, ...)

Le Secrétariat de l'UpM est aussi un Forum de contact et de renforcement des liens entre les acteurs économiques de la région, à votre disposition.

La rencontre d'aujourd'hui et de demain permettra de poursuivre la dynamique régionale et d'associer plus étroitement le secteur privé dans les activités de l'UpM et d'identifier comment l'UpM peut soutenir vos idées et initiatives.

Tel que suggéré dans le programme qui vous a été distribué, la rencontre se tiendra sur deux jours, ce soir et demain.

Sans plus tarder, je vous donne la parole (à la salle) et vous remercie par avance de votre participation active.